


Covid-19 : Emmanuel Macron, le « président épidémiologiste »

 [lemonde.fr/politique/article/2021/03/30/covid-19-emmanuel-macron-le-president-epidemiologiste_6074919_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/03/30/covid-19-emmanuel-macron-le-president-epidemiologiste_6074919_823448.html)



Emmanuel Macron lors de sa visite d'un centre d'appels de l'Assurance-maladie consacré à la vaccination contre le Covid-19, à Créteil, le 29 mars. POOL / REUTERS

Cela avait pourtant bien commencé entre eux. Lors de la première vague de l'épidémie, il y a un an, Emmanuel Macron disait avoir toute confiance dans le jugement des scientifiques, qu'il suivait alors les yeux fermés. « *Un principe nous guide pour définir nos actions (...) et il doit continuer de le faire : c'est la confiance dans la science. C'est d'écouter celles et ceux qui savent* », déclarait le chef de l'Etat, le 12 mars 2020, lors de sa première allocution télévisée consacrée au Covid-19.

Son choix de fermer les écoles, notamment, puis de décider le confinement de la population, avait été fait sur la base de leurs recommandations. « *Derrière toute décision que nous prenons, il y a des blouses blanches* », répétait le ministre de la santé, Olivier Véran.

Mais, au fil des semaines, le locataire de l'Élysée s'est émancipé de la tutelle des experts. La bascule s'est produite le 13 avril 2020, lorsqu'il a annoncé une réouverture des écoles à partir du 11 mai, contre l'avis du conseil scientifique, qui plaidait pour un retour en

septembre. Depuis que M. Macron a tenu tête aux spécialistes de la santé, son entourage l'assure, dans une boutade teintée d'admiration : « *Le président est devenu épidémiologiste.* »

Lire aussi Entre le conseil scientifique et l'exécutif, une relation aigre-douce

En privé, ses proches se montrent impressionnés par la maîtrise du chef de l'Etat, qui a suivi de multiples travaux de recherche sur le sujet du coronavirus. Sa capacité à « challenger » le ministre de la santé, Olivier Véran, ou les scientifiques, autour de la table du conseil de défense, est également mise en avant.

« *Il consulte toutes les études, dès qu'elles sont publiées. Au point que, parfois, le président peut en évoquer une que les experts en face de lui n'ont même pas lue* », raconte un participant. D'après son entourage, M. Macron suit notamment de près le compte Twitter de Guillaume Rozier, fondateur du site CovidTracker, qui fait référence concernant le suivi de l'épidémie.

« Le président a eu raison contre tous »

Lors des réunions, le locataire de l'Elysée ne se contente pas d'écouter les observations des experts, il leur pose de nombreuses questions, n'hésitant pas à les pousser dans leurs retranchements.

« *Le président a acquis une vraie expertise sur les sujets sanitaires, vante le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer. Ce n'est pas un sujet inaccessible pour une intelligence comme la sienne et au regard du temps important qu'il y consacre depuis plusieurs mois.* » « *Il cherche chaque jour ce qui se produit de nouveau pour ne rien laisser passer. Un jour, il pourra briguer l'agrégation d'immunologie* », s'amusait de son côté le président (La République en marche) de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, fin février dans *Le Parisien*.

De fait, M. Macron s'est aussi fait immunologue, en poussant avec vigueur la piste des anticorps monoclonaux. Le 25 février, M. Véran a annoncé que la France avait commandé des « *dizaines de milliers de doses* » de ce traitement qui peut éviter aux patients de contracter des formes graves du Covid-19. Une annonce présentée par l'Elysée comme le fruit de réunions sur les traitements présidées depuis quelques semaines par le chef de l'Etat afin d'élargir l'arsenal anti-Covid-19.

Lire aussi Covid-19 : la France autorise un traitement par anticorps monoclonaux à l'efficacité discutée

La mise en scène est destinée à légitimer les décisions sanitaires du chef de l'Etat. « *Les louanges des courtisans, c'est pour alimenter le mythe du chef de guerre face au Covid* », dit en souriant un responsable de la majorité.

Au printemps 2020, la décision de rouvrir les écoles avait déjà été interprétée par les macronistes comme « *une victoire du pouvoir politique face au médical* ». « *Le président a eu raison contre tous* », vantait son entourage. Même satisfecit pour sa décision de ne pas reconfiner le pays, le 29 janvier, considérée comme du « *temps gagné* ».

Aigreur

Le sommet de l'Etat a donc revu la doctrine. Désormais, les recommandations des scientifiques ne sont qu'un avis comme un autre. Une donnée à mettre en balance avec les aspects économiques, éducatifs, psychologiques et l'acceptabilité sociale, afin d'atteindre une sorte de « point d'équilibre ».

Sauf que la situation sanitaire s'est fortement dégradée ces dernières semaines. Depuis les nouvelles restrictions annoncées le 18 mars, plusieurs spécialistes accusent M. Macron de s'être improvisé épidémiologiste, en méprisant la rigueur de leurs travaux.

Lire aussi : En France, la pression s'accroît en faveur de la fermeture des écoles
« *Il est d'une grande naïveté de prétendre que le président aurait une expertise d'épidémiologiste car il lirait tout dans ce domaine. En sachant que lire est une chose, comprendre les enjeux en est une autre* », a déploré l'épidémiologiste et spécialiste de biostatistique Dominique Costagliola dans L'Express, mi-mars. Elle avait averti, début janvier, que la seule solution face aux variants passerait inévitablement par un reconfinement.

Mais, comme d'autres épidémiologistes de premier plan, elle n'a pas été écoutée. D'où son aigreur actuelle, au moment où les services de réanimation débordent. Un point de vue partagé par Axel Kahn, qui a ironisé sur les prétentions du chef de l'Etat en matière de santé. « *Il considère qu'il connaît maintenant tout de l'épidémiologie* », a relevé le généticien, le 18 mars sur Europe 1, reprochant à M. Macron de ne pas avoir reconfiné pour en tirer un bénéfice politique.

« On ne s'est pas pris le mur »

Face à ce mécontentement, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, tente de déminer. « *Oui, le président s'intéresse à tout ce qui touche au virus. Mais cela ne veut pas dire qu'il se substitue aux épidémiologistes. C'est l'inverse, il veut se nourrir le plus possible de leurs analyses, avant de trancher* », affirme-t-il. Sauf qu'Emmanuel Macron n'en démord pas : il assume le bras de fer avec le corps médical en refusant tout « *mea culpa* », et encore moins un « *constat d'échec* ».

Lire aussi : Ces modélisateurs qui anticipent la pandémie
« *Nous avons eu raison de ne pas reconfiner la France à la fin du mois de janvier parce qu'il n'y a pas eu l'explosion qui était prévue par tous les modèles* », a-t-il affirmé, le 25 mars, à l'issue d'un Conseil européen. Comprendre : les spécialistes se sont trompés.

La courbe des nouveaux cas ne s'est pas envolée en février, comme ils l'avaient pourtant prédit, répètent les macronistes. Un message réaffirmé par le président de la République, dans Le Journal du dimanche du 28 mars, avec un ton encore plus provocateur, lorsqu'il souligne que « *l'unanimité scientifique n'a jamais été au rendez-vous* ». « *Certains nous disaient : "En février, vous allez prendre le mur." On ne s'est pas pris le mur. On a pu éviter un confinement* », se targue-t-il.

Les soignants, eux, sonnent l'alarme. Dimanche, quarante et un directeurs médicaux de crise de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) ont dit se préparer à devoir « *faire un tri des patients* ». Et, comme dans un match de ping-pong qui n'en finit pas, plusieurs épidémiologistes ont répondu à distance à M. Macron. Ils se défendent d'avoir failli, rappelant que leurs modélisations réalisées en janvier prévoyaient un regain épidémique en mars, essentiellement à cause du variant britannique. Ce qui a bien été le cas.

Lire aussi Covid-19 : les raccourcis de l'exécutif sur les modélisations de l'épidémie « *Si nous continuons sans rien faire de plus, nous allons nous retrouver dans une situation extrêmement difficile* », avait notamment prévenu le président du conseil scientifique, Jean-François Delfraissy, le 24 janvier, en préconisant un confinement. Une mesure préventive non retenue par l'exécutif, qui doit désormais assumer les conséquences de son pari politique.

Alexandre Lemarié